

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 18/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SEALED AIR SAS**

53 rue Saint Denis  
BP 9  
28230 Épernon

Références : VAT20240187  
Code AIOT : 0010000220

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement SEALED AIR SAS implanté 53 Rue Saint-Denis 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEALED AIR SAS
- 53 Rue Saint-Denis 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000220

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

–Situation de l’entreprise:

La société SEALED AIR exploite une installation de fabrication d’emballages (sacs et films) alimentaires et de films de présentation sur son site d’Épernon. Cet établissement emploie environ 750 salariés.

–Point sur le classement de l’établissement:

Les activités de cette installation sont réglementées par l’arrêté préfectoral du 14 juin 2018 actualisant les prescriptions applicables à l’établissement. L’arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021 a mis à jour la situation administrative de l’établissement et les prescriptions qui lui sont applicables.

Rubriques de classement de l’établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE):

- 2661-1.a: transformation de polymères, par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d’être traitée étant de 215t/j (autorisation);
- 2940-2.a: Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé », la quantité susceptible d’être mise en œuvre étant de 750kg/j (enregistrement);
- 1510-2.b:entrepôts couverts (installations, pourvues d’une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes): le volume de l’entrepôt étant de 134000m<sup>3</sup> (enregistrement);
- 2661-2.a: transformation de polymères, par tout procédé exclusivement mécanique, la quantité de matière susceptible d’être traitée étant de 100t/j (enregistrement);
- 2662-2: stockage de polymères, le volume susceptible d’être stocké étant de 2705m<sup>3</sup> (enregistrement);
- 2921-1.a: installations de refroidissement évaporatif par dispersion d’eau dans un flux d’air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant de 11400kW (enregistrement);
- 1185-2.a: gaz à effet de serre fluorés ou appauvrissant la couche d’ozone, équipements frigorifiques, la quantité cumulée de fluide étant de 2400kg (déclaration avec contrôle périodique);
- 1532-2.b: stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d’être stocké étant de 1500m<sup>3</sup> (déclaration);
- 2910-A.2: installation de combustion lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse ou du biogaz, la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 18,6MW (déclaration avec contrôle périodique);
- 2925-1: atelier de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 350kW (déclaration).

L’inspection rappelle que le règlement européen n° 517/2014 du 16/04/14 a été abrogé par le règlement n° 2024/573 du 07/02/24 relatif aux gaz à effet de serre fluorés entré en vigueur le 21/02/2024.

–Projets et investissements:

Sans objet.

–Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la mise en service de l'installation.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Fluides frigo
- Fluides frigo/SAO/GESF

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
3	Signalisation des dangers	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7.2.2.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
7	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I-3.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
10	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
9	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
11	Restrictions d'utilisation de fluides	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	frigorigènes		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Nomenclature ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 1185-2.a :  Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :  a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC).</p> <p>Volume autorisé : 2400 [kg].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1185-2.a, pour une quantité totale de 2400 kg de fluides frigorigènes employés dans des équipements clos en exploitation de capacité unitaire supérieure à 2 kg.</p> <p>Examen de la liste des équipements frigorifiques ou climatiques détenus par l'exploitant: présence de 100 équipements (dont 36 groupes froids, 4 pompes à chaleur et 60 climatisations). Parmi ces équipements, 50 contiennent une masse de fluide frigorigène supérieure à 2 kg, les quantités détenues par type de fluide s'élèvent à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 980 kg de fluide R1234ze (de type HFO);</li> <li>- 1548 kg de fluide R134a (de type HFC);</li> <li>- 7,3 kg de fluide R22 (de type HCFC);</li> <li>- 8,4 kg de fluide R32 (de type HFC);</li> <li>- 4,5 kg de fluide R404a (de type HFC);</li> <li>- 254,4 kg de fluide R407c (de type HFC);</li> <li>- 157,4 kg de fluide R410a (de type HFC);</li> <li>- 84 kg de fluide R422d (de type HFC);</li> <li>- soit un total de 3044 kg de fluides frigorigène contenus dans des équipements de capacité unitaire de plus de 2 kg.</li> </ul> <p>Examen complémentaire de la liste précitée:</p>

- la masse de fluide contenu dans un groupe froid contenant du R134a n'est pas précisée;
- la masse de fluide contenue dans les 15 climatisations n'est pas précisée;
- 8 climatisations contiennent du fluide R22 (de type HCFC), sans indication de la masse détenue pour 5 d'entre elles ;
- certains équipements apparaissent en doublon (exemple : trois groupes froids contenant du R1234ze apparaissent également en tant que pompes à chaleur) ;
- la masse de fluide frigorigène contenu dans certains équipement est erronée : la liste indique que les groupes froids de marque YORK (modèle YCUM 150 SDM) contiennent 15 kg de R422d, or les fiches d'intervention et l'étiquetage associés à l'un de ces équipements révèlent qu'il contient 43 kg de R422d. De même, l'exploitant déclare que les groupes froids de même marque (modèle YCUM 120 SDM) contiennent 32 kg de R422d au lieu des 12 kg de ce fluide indiqués dans la liste présentée.

L'exploitant déclare que la liste de ses équipements et la quantité de fluide frigorigènes fluorés qu'il détient seront mis à jour dans le cadre d'un porter à connaissance actuellement en cours de préparation. Ce document devrait être communiqué au Préfet d'Eure-et-Loir dans les prochaine semaines.

**[PdC n° 1] L'exploitant détient plus de 2400 kg de fluides frigorigènes employés dans des équipements clos en exploitation de capacité unitaire supérieure à 2 kg. En outre la liste des équipements qu'il présente comporte des erreurs et des lacunes.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 1]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 2 : Détection de fuites**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Présence d'un système de détection de fuite

**Prescription contrôlée :**

Règlement 2024/573

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.
2. Les exploitants des équipements visés à l'article 5, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient

<p>dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 5, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>Examen de la liste précitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements contenant la quantité de fluides en tonnes équivalent CO2 la plus importante sont remplis de 224 kg de R407c (soit 397 t.éq.CO2). Les équipements détenus par l'exploitant ne sont pas soumis à l'obligation de présence d'un système de détection de fuite au titre des quantités d'équivalent CO2 qu'ils contiennent ;</li> <li>- l'exploitant détient cinq groupes froids contenant du R1243ze (de type HFO, listé à la section 1 de l'annexe II du règlement 2024/573), il déclare que parmi ces équipements trois (de marque CARRIER) sont dotés d'un système de détection de fuite et que les deux derniers (de marque TRANE, contenant chacun 100 kg de fluide) ne sont pas dotés d'un tel système ;</li> <li>- en cas de détection de R1234ze, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas de report d'alarme mais simplement l'allumage d'un voyant qui est contrôlé lors des rondes journalières. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de document formalisant les contrepoints réalisés lors de ces rondes. Il déclare qu'il projette de mettre en place un report d'alarme.</li> </ul> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de contrôle de ses systèmes de détection de fuite de R1234ze.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un groupe froid de marque TRANE contenant 100 kg de R1234ze est installé en extérieur et n'est pas doté d'un système de détection de fuite ;</li> <li>- un groupe froid de marque CARRIER contenant 150 kg de R1234ze est installé dans un local dédié. Présence d'un système de détection de fuite en sous face de la couverture du local.</li> </ul> <p><b>[PdC n° 2] L'exploitant, ou la société assurant l'entretien des équipements dotés d'un système de détection de fuite, n'est pas alerté en cas de fuite. En outre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux groupes froids contenant 100 kg de R1234ze ne sont pas dotés d'un tel système ;</li> <li>- l'exploitant ne veille pas à ce que ses systèmes de détection de fuite soient contrôlés au moins une fois par an.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 2]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2mois

**N° 3 : Signalisation des dangers**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/06/2018, article 7.2.2.

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Zonage des dangers internes à l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

[...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]

**Constats :**

D'après une FDS associée au fluide R1235ze, cette substance est légèrement inflammable et susceptible d'être à l'origine d'émanations toxiques (en particulier en cas de fuite ou d'incendie).

Visite de l'installation : les dangers associés au groupe froid de marque de marque CARRIER contenant 150 kg de R1234ze ne sont pas signalés à l'entrée du local abritant cet équipement.

**[PdC n° 3] L'exploitant n'a pas identifié les risques associés à ses groupes froids contenant du R1235ze. Ces risques et les consignes associées ne sont pas signalés à l'entrée des zones concernées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 3]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 4 : Attestations des opérateurs**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Article R. 543-78 du code de l'environnement

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité



prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

#### **Constats :**

Vérification par sondage à partir de la liste des équipements détenus :

- groupe froid de marque TRANE, modèle RTHD 325 SD, contenant 211 kg de R134a (HFC) : l'exploitant présente l'attestation de capacité n° 15192 délivrée le 25/06/2019 à l'opérateur TRANE par un organisme accrédité COFRAC. Cette attestation est valable jusqu'au 24/06/2024 et concerne les activités de catégorie I (contrôle d'étanchéité, maintenance, entretien, assemblage, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur) ;
- groupe froid de marque FRIGOTROL, modèle GLY-350-LA, contenant 224 kg de R407c (HFC) : l'exploitant présente l'attestation de capacité n° 2959983 délivrée le 27/12/2022 à l'opérateur DINACTIS par un organisme accrédité COFRAC. Cette attestation est valable jusqu'au 26/12/2027 et concerne les activités de catégorie I ;
- groupe froid de marque CARRIER, modèle 30RBP-470 -0171-PE-, contenant 50,2 kg de R410a (HFC) : l'exploitant présente l'attestation de capacité n° 5056877 délivrée le 13/07/2022 à l'opérateur CARRIER par un organisme accrédité COFRAC. Cette attestation est valable jusqu'au 12/07/2027 et concerne les activités de catégorie I ;
- groupe froid de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contenant 43 kg de R422d (HFC) : l'exploitant présente l'attestation de capacité n° 2959983 délivrée le 27/12/2022 à l'opérateur DINACTIS par un organisme accrédité COFRAC. Cette attestation est valable jusqu'au 26/12/2027 et concerne les activités de catégorie I ;
- climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a (HFC) : l'exploitant présente l'attestation de capacité n° 1233 délivrée le 19/07/2024 à l'opérateur RICHARD FROID par un organisme accrédité COFRAC. Cette attestation est valable jusqu'au 18/07/2024 et concerne les activités de catégorie I.

Vérification sur le système déclaratif des filières de responsabilité élargie du producteur (SYDEREP) de l'ADEME : les attestations précitées y sont référencées.

[PdC n° 4] Pas d'écart constaté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôle périodique des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
<b>Constats :</b>  Vérification par sondage à partir de la liste des équipements détenus: - groupe froid de marque TRANE, modèle RTHD 325 SD, contenant 211 kg de R134a (HFC), soit 301,7 t.équ.CO2 : la périodicité de contrôle réglementaire est de 6 mois. L'exploitant présente les deux dernières fiches d'intervention relatives à la réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité. Le dernier essai d'étanchéité a été réalisé le 24/11/2023, le précédent le 24/05/2023, les fiches signalent que l'équipement ne présente pas de fuite et qu'aucune recharge de fluide n'a été réalisée. Les informations présentes dans ces documents sont complètes et cohérentes (notamment marque, modèle, quantité et type de fluide, opérateur et numéro d'attestation de capacité), le formulaire utilisé lors de la dernière opération est le CERFA 15497*03 ; - groupe froid de marque FRIGOTROL, modèle GLY-350-LA, contenant 224 kg de R407c (HFC), soit 397,4 t.équ.CO2 : la périodicité de contrôle réglementaire est de 6 mois. L'exploitant présente les deux dernières fiches d'intervention relatives à la réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité. Le dernier essai d'étanchéité a été réalisé le 25/10/2023, le précédent le 21/04/2023, les fiches signalent que l'équipement ne présente pas de fuite et qu'aucune recharge de fluide n'a été réalisée. Les informations présentes dans ces documents sont complètes et cohérentes (notamment marque, modèle, quantité et type de fluide, opérateur et numéro d'attestation de capacité), le formulaire utilisé lors de ces deux opérations est le CERFA 15497*03. L'exploitant déclare que le prochain contrôle d'étanchéité est prévu avant la fin du mois d'avril 2024 ; - groupe froid de marque CARRIER, modèle 30RBP-470 -0171-PE-, contenant 50,2 kg de R410a (HFC), soit 104,8 t.équ.CO2 : la périodicité de contrôle réglementaire est de 6 mois. L'exploitant présente les deux dernières fiches d'intervention relatives à la réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité. Le dernier essai d'étanchéité a été réalisé le 30/10/2023, le précédent le 15/05/2023, les fiches signalent que l'équipement ne présente pas de fuite et qu'aucune recharge de fluide n'a été réalisée. Les informations présentes dans ces documents sont complètes et cohérentes (notamment marque, modèle, quantité et type de fluide, opérateur et numéro d'attestation de capacité), le formulaire utilisé lors de ces deux opérations est le CERFA 15497*03. L'exploitant déclare que le prochain contrôle d'étanchéité est prévu avant la fin du mois d'avril 2024 ;

- groupe froid de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contenant 43 kg de R422d (HFC), soit 117,3 t.éq.CO2 : la périodicité de contrôle réglementaire est de 6 mois. L'exploitant présente les deux dernières fiches d'intervention relatives à la réalisation des contrôles périodiques d'étanchéité. Le dernier essai d'étanchéité a été réalisé le 11/10/2023, le précédent le 21/04/2023, les fiches signalent que l'équipement ne présente pas de fuite et qu'aucune recharge de fluide n'a été réalisée. Les informations présentes dans ces documents sont complètes et cohérentes (notamment marque, modèle, quantité et type de fluide, opérateur et numéro d'attestation de capacité), le formulaire utilisé lors de ces deux opérations est le CERFA 15497\*03. L'exploitant déclare que le prochain contrôle d'étanchéité est prévu avant la fin du mois d'avril 2024 ;

- climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a (HFC), soit 17,7 t.éq.CO2 : la périodicité de contrôle réglementaire est de 12 mois. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la dernière fiche d'intervention correspondant au contrôle d'étanchéité de ce groupe froid. Il déclare qu'il va contacter son opérateur (RICHARD FROID) afin d'obtenir une copie des dernières fiches d'intervention. Visite de l'installation : la marque de contrôle d'étanchéité apposée sur l'équipement indique que la limite de validité de la dernière vérification est échue depuis mars 2023.

**[PdC n° 5] L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que sa climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a, fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité annuel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 5]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 6 : Registre**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des fuites

**Prescription contrôlée :**

Règlement 2024/573 :

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;
- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;
- c) la quantité de gaz récupérée;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou

régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;

e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;

f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;

g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. [...]

#### **Constats :**

Vérification par sondage à partir de la liste des équipements détenus. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les registres associés aux équipements suivants :

- groupe froid de marque TRANE, modèle RTHD 325 SD, contenant 211 kg de R134a (HFC) ;
- groupe froid de marque FRIGOTROL, modèle GLY-350-LA, contenant 224 kg de R407c (HFC) ;
- groupe froid de marque CARRIER, modèle 30RBP-470 -0171-PE-, contenant 50,2 kg de R410a (HFC) ;
- groupe froid de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contenant 43 kg de R422d (HFC) ;
- climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a (HFC).

L'exploitant déclare qu'il ne tient pas de tels registres pour ses équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité.

**[PdC n° 6] L'exploitant ne tient pas, pour chacun de ses équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité, de registre consignait les informations requises.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 6]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### **N° 7 : Identification et connaissance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I-3.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Identification des équipements concernés

**Prescription contrôlée :**

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements suivants portent un étiquetage visible sur lequel figurent la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils contiennent : <ul style="list-style-type: none"> <li>° groupe froid de marque TRANE, modèle RTHD 325 SD, contenant 211 kg de R134a (HFC) ;</li> <li>° groupe froid de marque FRIGOTROL, modèle GLY-350-LA, contenant 224 kg de R407c (HFC) ;</li> <li>° groupe froid de marque CARRIER, modèle 30RBP-470 -0171-PE-, contenant 50,2 kg de R410a (HFC) ;</li> <li>° groupe froid de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contenant 43 kg de R422d (HFC) ;</li> </ul> </li> <li>- la climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a (HFC), porte une étiquette d'identification dégradée et illisible.</li> </ul> <p><b>[PdC n° 7] L'étiquetage d'identification de la climatisation de marque EMERSON, contenant 4,5 kg de R404a, est dégradé et illisible.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 7]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 8 : Marque de contrôle – absence de fuite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Marque de contrôle à apposer
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une marque de contrôle bleue signalant une absence de fuite lors du dernier contrôle d'étanchéité est apposée sur les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>° groupe froid de marque TRANE, modèle RTHD 325 SD, contenant 211 kg de R134a (HFC) : limite de validité indiquée sur la marque : 05/2024 (cohérent avec les informations de la dernière fiche d'intervention) ;</li> <li>° groupe froid de marque FRIGOTROL, modèle GLY-350-LA, contenant 224 kg de R407c (HFC) : limite de validité indiquée sur la marque : 04/2024 (cohérent avec les informations de la dernière fiche d'intervention) ;</li> <li>° groupe froid de marque CARRIER, modèle 30RBP-470 -0171-PE-, contenant 50,2 kg de R410a (HFC) : limite de validité indiquée sur la marque : 05/2022 (limite échue, incohérent avec les informations de la dernière fiche d'intervention) ;</li> <li>° groupe froid de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contenant 43 kg de R422d (HFC) : limite de validité indiquée sur la marque : 04/2024 (cohérent avec les informations de la dernière fiche d'intervention) ;</li> </ul> </li> <li>- la climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contenant 4,5 kg de R404a (HFC) : limite de validité indiquée sur la marque : 04/2023 (dernière fiche d'intervention non présentée).</li> </ul> <p><b>[PdC n° 8] Les limites de validité indiquées sur certaines marques de contrôle d'étanchéité sont dépassées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 8]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 9 : Marque de contrôle – détection de fuite

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant</p>

à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

**Constats :**

L'exploitant déclare qu'aucune fuite n'a été détectée sur ses équipements contenant des fluides frigorigènes soumis à contrôle d'étanchéité. Il indique qu'il n'est pas en mesure de se souvenir de la dernière occurrence d'une telle fuite, mais qu'elle serait au moins antérieure à l'année 2022. Ce point ne peut pas être corroboré en l'absence de registre.

Cependant, les fiches d'intervention examinées au [PdC n° 4] ne font état d'aucune fuite et d'aucune recharge de fluide. Par ailleurs lors de la visite du site, aucune marque de contrôle rouge n'a été constatée.

**[PdC n° 9] Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Interdiction d'utilisation des HCFC**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Interdiction de certains fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées

La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite.

Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à

chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération.

Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

#### **Constats :**

Vérification à partir de la liste des équipements détenus :

- l'exploitant détient 8 climatisations contenant du R22 (fluide frigorigène fluoré de type HCFC). Il déclare qu'il ne fait pas procéder à des recharges de fluide frigorigène en ce qui concerne ces équipements. Il précise qu'en cas de dysfonctionnement il procède au remplacement des équipements affectés par de nouveaux ne contenant pas HCFC ;
- parmi ces 8 climatisations, la masse de R22 contenue n'est pas précisée pour 5 équipements (voir [PdC n° 1]) ;
- trois équipements contiennent une masse de R22 comprise entre 2 et 3 kg, ils doivent donc faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité selon une fréquence annuelle (arrêté ministériel du 29 février 2016, art. 4) ;
- l'exploitant n'a pas présenté de registre ou de contrôle d'étanchéité lors de l'inspection susceptible de démontrer que les équipements soumis à contrôle d'étanchéité ne présentent pas de fuite et ne font pas l'objet de recharges.

**[PdC n° 10] L'exploitant doit transmettre le contrôle périodique de ses équipements contenant des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (fluide R22), afin de démontrer qu'ils sont étanches et ne font pas l'objet de rechargement.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 10]. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

#### **N° 11 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Interdiction de certains fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Règlement 2024/573



[...] 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7 ;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. [...]

#### **Constats :**

Vérification à partir de la liste des équipements détenus:

- la climatisation de marque EMERSON, modèle BS/B1/3/E ; BS/B1/3/I, contient 4,5 kg de R404a (HFC dont le potentiel de réchauffement planétaire s'élève à 3922), soit 17,7 t.équ.CO2 (donc moins de 40 t.équ.CO2) ;

- les groupes froids de marque YORK, modèle YCUM 150 SDM, contiennent 43 kg de R422d (HFC dont le potentiel de réchauffement planétaire s'élève à 2625), soit 117,3 t.équ.CO2.

Examen par sondage des fiches d'intervention établies en 2023 associées à un groupe froid de marque YORK précité (voir [PdC n° 5]) : cet équipement n'a pas fait l'objet d'appoint de fuite frigorigène depuis 2023.

L'exploitant déclare qu'il prévoit de remplacer ses groupes froids contenant du R404a et du R422d. Il n'est pas en mesure de préciser l'échéance de ce remplacement. Par ailleurs, il précise qu'en cas de défaillance d'un équipement contenant du R404a, ce dernier est remplacé par un nouvel équipement contenant un fluide dont le potentiel de réchauffement planétaire est inférieur à 2500.

**[PdC n° 11] Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite